

Santé, Protection animale, Environnement  
2 rue Pierre Bonnard  
CS 70590  
64010 Pau

Pau, le 07/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SCEA MARQUIS**

**Site de Riupeyrous**

Siège social : 7 impasse Yanet  
64160 Higuères-Souye

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement SCEA MARQUIS implanté 2 rue du Moulin 64160 Riupeyrous. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle est réalisé dans le cadre du plan de programmation annuelle de l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans le département des Pyrénées-Atlantiques.

Un contrôle biosécurité en élevage porcin est également réalisé.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA MARQUIS
- 2 rue du Moulin 64160 Riupeyrous
- Code AIOT : 0056401434
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

### **Présentation de l'installation**

La SCEA MARQUIS est un élevage d'engraissement de porcs, situé sur la commune de Riupeyrous et soumise au régime de l'enregistrement au titre de la législation sur les ICPE. La gestion de cet élevage a été reprise en 2011 (récépissé de changement d'exploitant n°2011/0699 du 20 mai 2011).

L'effectif est de 500 places en post-sevrage et 1600 porcs en engraissement.

Les porcelets proviennent d'un élevage géré également par la SCEA MARQUIS située sur la commune d'Higuères-Souye (élevage de type naisseur-engraisseur).

La production est d'environ 5000 porcs par an.

Les porcelets arrivent au poids de 8 kg pour être élevés jusqu'au poids de 120 kg et pour une partie au poids de 140 kg (filière circuit court).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
3	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
4	Emissions dans l'eau et dans les sols	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Absence de non-conformités relevées pour les points inspectés.

L'exploitant indique être en location avec certains bâtiments vieillissants demandant à être rénovés pour la continuité de l'exploitation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Lutte contre l'incendie
<b>Constats :</b> Les extincteurs sont contrôlés tous les ans par la société GRAU INCENDIE - dernier contrôle : décembre 2024. Une borne incendie assure la lutte externe contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des installations électriques
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont contrôlées tous les ans par la société VERITAS - dernier contrôle : 18/04/2025. Les documents vérifiés sont les rapports Q18 et Q19 (contrôle par thermographie). Les réparations et mise à jour demandés sont réalisés par la société THION, spécialisée en activité d'élevage.

<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 3 : Emissions dans l'eau et dans les sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Collecte et stockage des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Stockage du lisier
<b>Constats :</b> Le lisier est stocké en pré-fosse sous les bâtiments d'élevage et dans une fosse aérienne non couverte. La capacité de stockage est de 9 mois (capacité utile : 2500 m3 - volume à stoker 3200 m3). Analyse du lisier : 4 kg N/m3. N organique par ha et par an : 110 kg (respect du seuil de 170 kg en zone vulnérable).
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

**N° 4 : Emissions dans l'eau et dans les sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Traitement des effluents d'élevage
<b>Prescription contrôlée :</b> Plan d'épandage
<b>Constats :</b> Le plan d'épandage est celui de l'EARL BOUSQUE, propriétaire du site et précédent gestionnaire de l'installation. Les bons d'enlèvements ont été vérifiés. Les épandages sont réalisés sur deux périodes, printemps et automne : 12200 N - 3200 m3 (année 2024).
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>